

ASIE/EUROPE

Afghanistan : le risque d'une nouvelle crise migratoire

Les talibans ne cessent de gagner du terrain en Afghanistan depuis l'annonce du retrait des soldats occidentaux. Confrontés à plus de 40 ans de guerre civile, les Afghans ont toujours représenté une part importante des réfugiés mais leur exode pourrait s'accroître si la situation dégénère.

Le retrait des pays occidentaux et les avancées des talibans, qui contrôlent désormais la moitié du territoire, font craindre un nouvel exode de la population afghane. Les insurgés ne cessent de gagner du terrain alors qu'approche la date limite du 31 août fixée par le président Joe Biden pour le départ des derniers soldats américains. Le retour en force des talibans, dont le régime obscurantiste avait été chassé du pouvoir en 2001, risque d'être suivi d'une crise migratoire de grande ampleur.

Depuis le début de l'année, plus de 200 000 civils ont été déplacés à l'intérieur du pays et plusieurs ONG observent une forte hausse des arrivées de migrants afghans en Turquie.

Si la situation dégénère, les départs risquent de s'accroître et les spécialistes de l'Afghanistan (38 millions d'habitants) n'excluent pas une vague migratoire comparable à celle de 2015-2016 après la guerre civile en Syrie.

Les Afghans qui viennent de traverser plus de 40 ans de guerre civile ont l'habitude de fuir leur pays. Près de trois millions sont actuellement réfugiés à l'étranger, mais leur nombre est probablement sous-estimé. Ils représentent environ 10 % du nombre total de réfugiés dans le monde.

« Un nouveau risque pour les fondements de l'UE »

« Le retrait des troupes américaines pourrait potentiellement déclencher un exode massif de réfugiés et une autre crise migratoire », écrivent les chercheurs Kemal Kircisi et Fulya Memisoglu dans une

analyse pour la Brookings Institution. Ils s'inquiètent des répercussions pour l'Union européenne, dont « les fondements ont été ébranlés par l'arrivée de plus d'un million de réfugiés syriens il y a cinq ans ».

Les Afghans représentent déjà la deuxième nationalité pour les demandes d'asile en Europe, derrière les Syriens. Ils sont environ 50 000 à avoir demandé une protection en 2020, malgré la fermeture des frontières à cause de la crise sanitaire. La France est désormais un des principaux pays d'accueil, avec plus de 10 000 demandeurs d'asile afghans l'an dernier, comme en 2019, représentant de loin la première nationalité.

« Un manque général de sécurité »

« Le manque général de sécurité sur le territoire afghan reste à ce jour le principal motif de protection des demandeurs d'asile afghans », observe l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) dans son rapport annuel. Le taux de protection des Afghans en Europe est passé de 48 % à 60 % en trois ans.

La France, pays de rebond

La France qui n'était pas le premier choix de destination des réfugiés afghans devient de plus en plus un pays de rebond pour les déboués du droit d'asile dans d'autres



Les Afghans sont très nombreux dans les camps de migrants en France. Plus de 10 000 ont demandé l'asile en 2020. Photo C. ARCHAMBAULT/AFP

États. « Comme en 2019, un nombre important de ressortissants afghans entendus en 2020 étaient préalablement passés par d'autres États européens, notamment l'Allemagne, la Suède et la Norvège », souligne l'Ofpra.

L'arrivée massive de migrants afghans inquiète le chancelier autrichien. « Si les gens sont forcés de fuir, les États voisins comme la Turquie ou d'autres régions sûres de l'Afghanistan sont certainement un meilleur endroit que l'Autriche, l'Allemagne ou la Suède », a déclaré Sebastian Kurz dimanche au quoti-

dien allemand Bild.

« La Turquie ne sera pas le garde-frontière de l'UE »

La Turquie a vivement réagi, menaçant une fois encore de laisser passer les migrants en route vers l'Europe. « La Turquie ne tolérera pas les conséquences d'une nouvelle crise migratoire et ne sera pas un garde-frontière ou un camp de réfugiés de l'Union européenne », a rétorqué Tanju Bilgic, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères.

Luc CHAILLOT

L'Otan veut un règlement négocié du conflit

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg appelle le président afghan Ashraf Ghani à une négociation avec les talibans pour mettre fin au conflit actuel. « La situation sécuritaire en Afghanistan reste très difficile et nécessite un règlement négocié. L'Otan continuera à soutenir l'Afghanistan, notamment par un financement, une présence civile et une formation à l'étranger », a déclaré Jens Stoltenberg sur Twitter après un entretien avec le président afghan.

Environ 2 500 soldats américains et 7 000 d'autres pays étaient présents en Afghanistan dans le cadre de la mission de l'Otan de formation des forces afghanes afin de leur permettre d'assurer la

sécurité de leur pays après le départ des forces étrangères. Ils ont entamé leur retrait début mai.

Les revers de l'armée afghane face aux Talibans
Jens Stoltenberg a affirmé à maintes reprises que les talibans ne pourraient obtenir la victoire par les armes, mais les forces afghanes subissent des revers sur revers depuis le déclenchement en mai d'une offensive généralisée des talibans.

L'ONU craint qu'un nombre « sans précédent » de civils soient tués ou blessés en 2021 en cas de poursuite des combats. Les Occidentaux ont commencé à évacuer leurs ressortissants et s'interrogent sur le maintien d'une présence.

EN BREF



Photo Louisa GOULIAMAKI / AFP

GRÈCE

Un feu de forêt aux portes d'Athènes

Un incendie de forêt, attisé par le vent, s'approchait dangereusement mardi de plusieurs habitations au pied du mont Penteli, dans la banlieue nord d'Athènes. Le feu, qui s'est déclaré en fin de matinée, « est incontrôlable », a indiqué à la radio Skaï Yannis Kalafatis, le maire de Dionysos, une des localités touchées, à une trentaine de kilomètres du centre d'Athènes. Au total, 74 pompiers ont été mobilisés, épaulés par cinq hélicoptères et cinq bombardiers d'eau. Et le vent soufflant à 38 km/h complique les opérations. Plusieurs volontaires participaient à la lutte contre les flammes qui ont léché des habitations en début d'après-midi. « Personne n'est en danger », a déclaré le porte-parole des pompiers.

SUISSE

L'OMS alerte sur les dangers de l'e-cigarette

La cigarette électronique et d'autres produits semblables sont dangereux pour la santé et doivent être réglementés pour tuer dans l'œuf les tactiques de l'industrie du tabac pour recruter des clients, a mis en garde l'OMS mardi. Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé note que les fabricants de ces produits, dont la palette ne cesse de s'agrandir, ont souvent les enfants et les adolescents pour cible principale à coups de milliers d'arômes alléchants - le rapport en a répertorié 16 000 différents - et de déclarations rassurantes. Par conséquent, le patron de l'OMS estime que là où ces produits ne sont pas bannis, « les gouvernements devraient adopter des mesures adéquates pour protéger leur population du danger de ces inhalateurs électroniques de nicotine, et empêcher que les enfants, les adolescents et d'autres groupes vulnérables ne les utilisent ».

ITALIE

Incendies en Sardaigne : la végétation ravagée, des animaux piégés



Photo Valentina SINIS/AFP

Des incendies dévastent actuellement une large région de la province d'Oristano, à l'ouest de la Sardaigne. L'état d'urgence a été décrété par les autorités locales. Le bilan est d'ores et déjà édifiant : quelque 20 000 hectares de végétation ont été consommés, des propriétés ont été endommagées et des animaux tués. Quelque 1 200 personnes, habitants mais aussi touristes, ont dû être évacuées préventivement de leur domicile. L'Italie a par ailleurs demandé l'aide des pays européens voisins pour lutter contre les flammes.

MAGHREB

Tunisie : un appel à des législatives et une présidentielle anticipées

Comment sortir de la crise ? Après que le président tunisien Kaïs Saïed a, en l'espace de deux jours, suspendu les travaux du Parlement pour un mois et limogé le chef du gouvernement Hichem Mechichi, s'octroyant ainsi le pouvoir exécutif, la principale formation politique au Parlement, le parti islamiste Ennahdha, a préconisé mardi des élections anticipées.

Au lendemain de violents affrontements entre partisans du président et opposants, Ennahdha, qui a d'abord fustigé un « coup d'État », s'est dit « prêt à la tenue d'élections législatives et présidentielle anticipées simultanées, afin de garantir la protection du processus démocratique et d'éviter que tout retard ne serve de prétexte au maintien d'un régime autocratique ».

Le parti a également appelé à un dialogue national pour sortir le pays de ses différentes crises : politique, sociale, économique et sanitaire avec le Covid-19.

Craintes d'un régime autoritaire

Lundi, le Premier ministre tunisien Hichem Mechichi s'était dit prêt à céder le pouvoir à un successeur désigné par le président. Si les initiatives présidentielles ont été approuvées par de nombreux Tunisiens en colère contre le gouvernement, d'autres ont fait part de leurs craintes d'un retour à un régime autoritaire dans la jeune démocratie,

un peu plus de dix ans après le soulèvement populaire qui a mené à la chute de Ben Ali en 2011.

La communauté internationale, elle aussi, est inquiète. « L'ancrage démocratique du pays, le respect de l'état de droit, de la Constitution et du cadre législatif doivent être préservés tout en restant à l'écoute des volontés et aspirations du peuple tunisien », a averti le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Lundi soir, le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a téléphoné au président Saïed, pour « l'encourager à respecter les principes démocratiques et les droits humains qui sont au fondement de la gouvernance en Tunisie ».